

TYPHANIE AFSCHRIFT

PROFESSEURE ORDINAIRE À L'ULB



“Moins d’Etat” ou “mieux d’Etat” ?

A

L'issue d'un congrès du MR, une déclaration de son président, qui se veut toujours “fier d'être libéral”, a été particulièrement remarquée. Il a en effet déclaré que son parti voulait “mieux d'Etat”, et non “moins d'Etat”. Il reprenait ainsi, quelque 30 ans après, une phrase clé d'un de ses prédécesseurs, Louis Michel, grand apôtre du “libéralisme social” qui n'était en réalité qu'une espèce de social-démocratie enrobée d'un emballage bleuâtre.

La déclaration a surpris certains, qui pensaient que l'actuel président du MR avait une position difficilement compatible avec une telle doctrine, ce que ses adversaires socialistes et communistes lui reprochent d'ailleurs régulièrement.

Cette revendication d'un “mieux d'Etat” voudrait donc dire que le seul objet de la présence libérale dans les gouvernements serait de veiller à ce que l'Etat soit mieux géré, qu'il y ait moins de gaspillages et des budgets corrects et respectés. On retrouve des conceptions assez semblables chez l'actuelle ministre du Budget, très vigilante quant aux normes de bonne gestion.

“

Faut-il vraiment croire qu'il est possible, tout en étant libéral, de se borner à gérer “l'Etat providence” ?

Peut-on vraiment considérer que le libéralisme se réduit à mieux gérer un Etat obèse, qui s'attribue des pouvoirs sans cesse plus importants dans tous les domaines et qui capte déjà près de la moitié de ce que les citoyens et les entreprises gagnent par leur travail, leurs activités et leurs investissements ? Bien sûr, la gestion actuelle est mauvaise, y compris sous la direction d'un Premier ministre qui, lui aussi, s'est longtemps déclaré “libéral” avant d'exercer les fonctions qui sont les siennes aujourd'hui.

Faut-il vraiment croire qu'il est possible, tout en étant libéral, de se borner à gérer “l'Etat

providence”, que le ministre des Finances mais aussi certains mandataires dits libéraux déclarent vouloir préserver à tout prix ? C'est précisément cet Etat providence qui se révèle aussi coûteux et qui s'approprie les ressources créées par le travail de chacun pour l'exercice de fonctions publiques plus que discutables, et une soi-disant “redistribution” qui n'est qu'une attribution en fonction des intérêts des partis au pouvoir.

Notre régime, tel qu'il est aujourd'hui, ne peut pas décentement s'appeler une “démocratie libérale”. Pour être une démocratie, il devrait respecter non pas seulement la règle de la majorité mais aussi les libertés individuelles, qui doivent être reconnues à tous même lorsqu'ils sont minoritaires. Et pour qu'elle soit libérale, cette démocratie devrait respecter, comme priorité, ces mêmes libertés et une règle d'égalité conçue comme “l'égalité des droits”, seule reconnue par la Constitution.

Trop souvent, l'on constate une dérive, y compris chez des mandataires “libéraux”, vers des notions très différentes qui correspondent à un véritable égalitarisme. C'est cohérent avec la notion d'Etat providence mais pas avec celle de démocratie libérale. Celle-ci requiert au contraire qu'il n'y ait pas seulement “mieux d'Etat” mais qu'il y ait réellement “moins d'Etat”. C'est évident du point de vue des recettes fiscales dans un des pays les plus taxés au monde.

C'est aussi vrai dans le domaine des libertés civiles. Il est ainsi pénible de voir un président de parti dit libéral réclamer plus de répression dans le domaine de la drogue y compris envers les simples consommateurs. Rappelons-lui donc qu'en interdisant toutes les drogues, on ne fait qu'en augmenter leur prix. Et que comme le disait Milton Friedman, “si vous examinez la guerre contre la drogue d'un point de vue purement économique, vous comprenez que le rôle du gouvernement est de protéger le cartel de la drogue” en lui garantissant ses bénéfices. Là aussi, il faudrait... moins d'Etat! **!**